



# RISQUES ET DOMMAGES CAUSÉS PAR LES ATTEINTES AUX DPI EN EUROPE

*Campagne de sensibilisation 2021*



Juin 2021

# RISQUES ET DOMMAGES CAUSÉS PAR LES ATTEINTES AUX DPI EN EUROPE

La pandémie de COVID-19 et l'augmentation des achats en ligne et de la consommation de contenu numérique qui en a découlé ont apporté un nouvel éclairage sur les risques et les dommages causés par les atteintes aux droits de propriété intellectuelle (DPI) en Europe et ont attiré l'attention sur les dangers courus par les consommateurs.

Ces derniers éprouvent des difficultés à faire la distinction entre les produits authentiques et les contrefaçons, en particulier en ligne. De manière générale, une personne sur trois (et même une personne sur deux dans certains pays) et, en moyenne, près d'un Européen sur 10 (9 %) ont affirmé avoir été induits à acheter des contrefaçons par erreur. Ils éprouvent également des difficultés à distinguer les sources légales de contenu numérique des sources illégales <sup>(1)</sup>.

Alors que le commerce en ligne est en plein essor – plus de 70 % des Européens ont effectué des achats en ligne en 2020, selon Eurostat – l'incertitude concernant les produits contrefaits est devenue une préoccupation croissante en ce qui concerne la protection des consommateurs.

Selon une étude conjointe de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les produits contrefaits représentent **6,8 % des importations de l'Union européenne (UE)**, soit **121 milliards d'EUR**, et touchent tous les secteurs, des cosmétiques aux jouets, en passant par le vin et les boissons, l'électronique et l'habillement, sans oublier les pesticides et les produits pharmaceutiques.

Les contrefacteurs opèrent rapidement dans une économie mondialisée, en exploitant de manière abusive les solutions logistiques modernes et les mécanismes légitimes de facilitation des échanges commerciaux, en se développant dans des économies qui manquent de normes de gouvernance solides. Il ressort des éléments de preuve que, tandis que les criminels continuent d'utiliser tous les modes de transport disponibles pour le commerce illicite, les saisies provenant du transport maritime par conteneurs continuent de dominer en termes de volume et de valeur des marchandises saisies. Le transport maritime conteneurisé reste un canal important pour l'expédition de marchandises de contrefaçon provenant en grande partie d'Asie de l'Est, et notamment de Chine et de Hong Kong, qui représentent 80 % de la valeur totale des contrefaçons saisies sur des conteneurs dans le monde <sup>(2)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> [Les citoyens européens et la propriété intellectuelle, octobre 2020, EUIPO](#)

<sup>(2)</sup> [Recours abusif au transport maritime par conteneurs \(europa.eu, OCDE-EUIPO, février 2021\)](#)

## Risques importants pour les citoyens

Les produits contrefaits présentent de graves risques pour la santé et la sécurité des citoyens, car ils ne sont généralement pas conformes aux normes de qualité et de sécurité et peuvent contenir des ingrédients ou composants dangereux: une analyse qualitative réalisée par l'EUIPO a montré <sup>(3)</sup> que des risques majeurs sont liés à l'exposition à des **produits chimiques dangereux**.

Les préoccupations concernant les dommages humains et environnementaux causés par la production, l'utilisation et l'élimination de pesticides et de produits chimiques contrefaits ont conduit les autorités de contrôle à coordonner périodiquement des opérations transfrontalières massives de contrôle. Depuis leur lancement, les opérations Silver Axe <sup>(4)</sup> ont permis aux autorités de saisir 1 222 tonnes de pesticides, d'herbicides et d'engrais illicites et contrefaits.

Le commerce mondial de produits pharmaceutiques contrefaits a été estimé à <sup>(5)</sup> **4 milliards d'EUR**. Les services de courrier postal et de messagerie sont les principaux modes de transport des produits pharmaceutiques contrefaits commercialisés dans le monde entier. L'inquiétude face aux produits contrefaits s'est encore accrue pendant la pandémie de COVID-19.

La prolifération de médicaments contrefaits, tels que des antibiotiques et des antidouleurs, ainsi que d'autres produits médicaux, tels que des équipements de protection individuelle et des masques faciaux, a mis en lumière ce phénomène dans la mesure où les contrefacteurs profitent de l'incertitude des citoyens concernant les nouveaux traitements et vaccins.<sup>(6)</sup>

---

<sup>(3)</sup> [ÉTUDE DE L'EUIPO SUR LES CONTREFAÇONS DANGEREUSES.docx \(europa.eu, juin 2019\)](#)

<sup>(4)</sup> L'opération Silver Axe a démarré en 2012 et comprend désormais près de 30 pays dans le monde, [L'opération Silver Axe frappe pour la quatrième fois en saisissant plus de 550 tonnes de pesticides illégaux | Europol \(europa.eu, Europol\)](#)

<sup>(5)</sup> [Commerce de produits pharmaceutiques contrefaits \(OCDE-EUIPO, mars 2020\)](#)

<sup>(6)</sup> [Prévisions d'Europol correctes en ce qui concerne de faux vaccins contre la COVID-19 | Europol \(europa.eu\)](#)

## Participation d'organisations criminelles

Les éléments de preuve ont de plus en plus confirmé l'implication de groupes criminels organisés dans les atteintes aux DPI et le lien entre la criminalité en matière de PI et d'autres formes de criminalité, telles que le trafic de drogue, le travail forcé, la cybercriminalité, la fraude, la fraude documentaire et le blanchiment d'argent <sup>(7)</sup>. La criminalité en matière de PI est considérée comme une activité rentable avec un retour sur investissement élevé, un faible risque de détection et des peines relativement légères (peines d'emprisonnement plus courtes, amendes plus faibles) par rapport à d'autres activités illicites.

Le piratage numérique constitue également un marché lucratif pour les contrefacteurs. Dans le seul domaine de la télévision sur l'internet (TVIP), **1 milliard d'EUR de recettes illicites** sont générées chaque année par la fourniture et la consommation de contenus numériques portant atteinte au droit d'auteur dans l'UE <sup>(8)</sup>. Ces services illégaux, qui portent préjudice aux créateurs et aux entreprises légitimes, ont été utilisés par 13,7 millions de personnes dans l'UE en 2019 (soit 3,6 % de la population de l'UE).

## Atteintes à la PI sur les réseaux sociaux

Outre les risques pour la santé et la sécurité, l'achat de produits contrefaits et l'accès à des contenus numériques piratés entraînent souvent des violations de la sécurité et des pertes financières pour les consommateurs actifs sur des boutiques en ligne, des plateformes et des marchés en ligne, mais qui peuvent également être atteints par l'intermédiaire des médias sociaux.

Une récente analyse <sup>(9)</sup> a mis en évidence l'utilisation abusive des médias sociaux au profit de la contrefaçon et du piratage. Les recherches de l'EUIPO, fondées sur une analyse de millions de discussions publiques sur Facebook, Twitter, Instagram et Reddit, ont révélé qu'un tiers des

---

<sup>(7)</sup> [Rapport 2.docx EUROPOL-EUIPO sur la polycriminalité \(europa.eu\)](#)

<sup>(8)</sup> [Étude IPTV \(europa.eu\), novembre 2019](#)

<sup>(9)</sup> [Monitoring and analysing social media in relation to IP Infringement \(April 2021\)](#)

conversations sur les contenus numériques (35 %) pourrait concerner le piratage, les films et la musique étant les domaines de piratage les plus discutés, en particulier sur Reddit et Twitter. Une augmentation notable des discussions liées au piratage au cours des premiers mois de la pandémie, au printemps 2020, a également été constatée. L'étude a également souligné que 11 % des conversations concernant des produits physiques pourraient également porter sur des contrefaçons.

## Les atteintes à la PI nuisent aux entreprises légitimes, et notamment aux PME

Les atteintes à la PI affectent non seulement les consommateurs, mais causent également des dommages considérables à l'économie de l'UE. Elles ont une incidence sur les intérêts légitimes des opérateurs économiques de l'UE et faussent le fonctionnement du marché intérieur. Dans l'économie légitime, 83 milliards d'EUR de ventes sont perdues chaque année dans 11 secteurs clés particulièrement vulnérables à la contrefaçon, en plus des 15 milliards d'EUR de pertes d'impôts et de cotisations de sécurité sociale. De plus, on estime que 670 000 emplois sont perdus chaque année dans l'UE dans ces secteurs en raison de la contrefaçon.

Les atteintes à la PI sont particulièrement préjudiciables aux petites et moyennes entreprises (PME). Selon le [tableau de bord sur les PME et la PI](#) publié par l'EUIPO, une PME sur quatre en Europe affirme avoir été victime d'atteintes à la PI. 33 % des entreprises titulaires de droits de PI, tels que des marques ou des brevets, ont fait état d'une perte générale de chiffre d'affaires, tandis que 27 % ont signalé une atteinte à leur renommée et 15 % ont signalé une perte de compétitivité en raison d'atteintes à la PI.

Pendant la pandémie, les entreprises ont de plus en plus eu recours à l'[IP Enforcement Portal](#) mis en place par l'EUIPO pour faciliter les échanges entre les titulaires de droits et les autorités répressives (autorités douanières et policières), ce qui indique que les entreprises peuvent avoir été confrontées à un nombre accru d'atteintes à leurs droits de PI.

Parallèlement, une corrélation positive entre la détention de DPI et les performances économiques a également été confirmée, et elle est particulièrement forte pour les PME <sup>(10)</sup>. Les titulaires de DPI obtiennent de meilleurs résultats que ceux qui n'en disposent pas. Dans l'ensemble, les recettes par salarié sont environ 55 % plus élevées pour les entreprises titulaires de DPI que pour celles qui ne sont pas titulaires de DPI. Cette corrélation est particulièrement marquée chez les PME. Les PME qui détiennent des DPI (bien qu'elles soient moins de 9 %) enregistrent des recettes par salarié supérieures de 68 % à celles des PME qui ne sont titulaires d'aucun DPI (d'autres facteurs pertinents étant contrôlés) et versent également des salaires plus élevés.

À l'avenir, les secteurs à forte intensité de DPI en général, et les PME qui innovent grâce aux nouvelles technologies en particulier, peuvent espérer jouer un rôle crucial pour sortir l'économie européenne de la crise post-pandémie.

## Comprendre les modèles d'entreprises portant atteinte aux DPI et associer des intermédiaires pour une meilleure application des DPI

Mieux comprendre les modèles commerciaux utilisés par les contrevenants pour gagner de l'argent permet d'adapter et de renforcer les efforts de mise en œuvre tout en impliquant les partenaires pertinents dans la lutte contre la contrefaçon et le piratage.

Compte tenu de la visibilité accrue des atteintes aux DPI dans l'environnement en ligne, les noms de domaine jouent un rôle important dans un certain nombre de modèles commerciaux en ligne portant atteinte à la PI, ce qui a des effets préjudiciables sur les consommateurs, les titulaires de PI et l'ensemble de l'écosystème des noms de domaine. Avec un nombre de noms de domaine désormais supérieur à 375 millions à l'échelle mondiale, le cybersquattage constitue un véritable problème pour les marques légitimes et les consommateurs et pourrait s'avérer particulièrement grave pour les PME, qui manquent souvent de ressources pour surveiller activement leur présence sur le web afin de détecter le cybersquattage et de protéger la renommée de leurs marques.

---

<sup>(10)</sup> [Étude sur la contribution de la PI au niveau des entreprises](#), OEB-EUIPO, février 2021.

Une récente analyse de l'EUIPO <sup>(11)</sup>, portant sur 1 000 noms de domaine (similaires et variés) associés à 20 marques participantes, a montré que la moitié d'entre eux sont considérés comme suspects, c'est-à-dire qu'ils renvoient à des sites web vendant des contrefaçons.

L'EUIPO a analysé <sup>(12)</sup> les bonnes pratiques mises en œuvre par les bureaux d'enregistrement et les registres pour prévenir l'utilisation abusive des noms de domaine pour des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle, telles que l'élaboration de conditions générales appropriées, la limitation de l'utilisation des services de proxy ainsi que la mise en place de systèmes permettant de vérifier l'identité du titulaire du nom de domaine, de détecter les enregistrements abusifs et d'agir en conséquence.

Certains registres ont également mis en place des processus de notification et de retrait ciblant les domaines à contenu illicite, en coopération avec les autorités publiques ou répressives. Ils coopèrent également avec les titulaires de droits de PI et les autorités répressives afin de partager des renseignements et de limiter les utilisations de noms de domaine portant atteinte à la PI.

L'EUIPO a par ailleurs analysé l'utilisation des médias sociaux dans le cadre des atteintes aux DPI, tels que l'hébergement, la diffusion en continu ou l'établissement de liens vers des contenus portant atteinte à la PI, ou la publicité de ce type de contenus par l'intermédiaire des médias sociaux, en combinant les communications publiques et celles de groupes fermés afin de faire échec aux mesures d'application des DPI.

Des bonnes pratiques préventives et correctives sont identifiées pour remédier aux atteintes à la PI.

---

<sup>(11)</sup> [Focus on Cybersquatting: Monitoring and Analysis \(May 2021\)](#)

<sup>(12)</sup> [2021 Discussion Paper on Domain Names FULLR\\_en.pdf \(europa.eu, EUIPO, March 2021\)](#) (Document de réflexion sur les noms de domaine)



## Coopération au sein des intermédiaires

Outre les organismes répressifs traditionnels (police, douanes) qui sont importants pour l'application des DPI, il existe d'autres acteurs qui jouent un rôle grandissant, notamment les intermédiaires, dont les services légitimes sont détournés par les contrevenants et qui sont souvent les premiers interlocuteurs de titulaires de droits qui tentent de mettre un terme à l'atteinte.

Les marchés du commerce électronique offrent aux vendeurs légitimes de nouvelles et considérables possibilités d'accéder à de nouveaux marchés et aux consommateurs. Toutefois, leur usage pourrait être galvaudé dans le but de vendre des contrefaçons.

Bon nombre des grandes places de marché du commerce électronique ont déjà mis en place des programmes pour aider les titulaires de droits à notifier les atteintes à la PI sur leurs plateformes. De nombreux titulaires de droits peuvent ne pas avoir connaissance des programmes existants ou sont contraints de fournir leurs informations de manière répétée sur différentes plateformes. De nombreuses plateformes ne sont pas sûres de savoir si elles traitent avec le titulaire légitime de la PI ou ne peuvent pas facilement le vérifier, lorsqu'elles obtiennent des informations sur les atteintes à la PI sur leurs marchés. L'EUIPO est donc en train de développer un service en ligne sécurisé et intégré afin de faciliter cette collaboration entre les titulaires de DPI et les marchés de commerce électronique, en recensant et en supprimant les listes qui portent atteinte aux DPI par l'intermédiaire de l'IP Enforcement Portal.

Compte tenu des progrès technologiques, de l'expansion du commerce électronique et des marchés virtuels, ainsi que des nouveaux modèles d'entreprise qui redessinent rapidement l'environnement économique et social, de nombreux aspects liés à l'obtention, à l'exploitation et à l'application des DPI doivent être adaptés.

## Nouvelles technologies et respect des DPI

La technologie offre de nombreuses solutions pour protéger les droits de propriété et sauvegarder les chaînes d'approvisionnement légitimes. Toutefois, le marché des technologies de lutte contre

la contrefaçon est vaste et complexe. Les technologies évoluent rapidement et les informations les concernant ne sont pas facilement accessibles.

Afin d'aider les entreprises à optimiser au maximum leur protection contre les contrefaçons en tirant parti des nombreuses solutions techniques disponibles, un Guide des technologies anti-contrefaçon <sup>(13)</sup> a été publié pour guider les entreprises à travers les principaux types de technologies anti-contrefaçon, notamment les dispositifs d'identification ou de suivi électroniques, la manière de placer des marqueurs sur les produits ou les emballages, et d'autres outils chimiques, physiques, mécaniques et numériques. Ce guide présente les moyens les plus rentables et pratiques de protéger les DPI et décrit en termes clairs les exigences de mise en œuvre et les coûts. Un outil de recherche spécialisé aidant les entreprises à trouver des solutions de lutte contre la contrefaçon les mieux adaptées à leurs activités sera élaboré sur la base de ce guide.

En outre, le potentiel de la technologie des chaînes de blocs pour garantir que les produits originaux (authentifiés) puissent être reconnus comme originaux à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement par les sociétés de logistique ou les autorités répressives (telles que les douanes, en cas d'importations) fait l'objet d'un examen. La conception et la construction d'une infrastructure ouverte et interopérable (c'est-à-dire capable de se connecter aux solutions de suivi et de traçage existantes des entreprises et aux systèmes d'analyse des risques de l'application des droits) sont envisagées et seraient également liées à l'[IP Enforcement Portal](#).

Outre les dommages sociaux, environnementaux et économiques, les atteintes aux DPI peuvent également entraîner une perte de renommée et nuire à l'innovation, à la créativité et aux investissements en R & D.

Cette crise majeure a indéniablement mis en évidence la nécessité de fournir des solutions durables, en identifiant les meilleures pratiques et en utilisant les nouvelles technologies pour lutter contre les organisations criminelles qui produisent, distribuent et vendent des produits de contrefaçon et des contenus numériques piratés. Il est par ailleurs crucial de mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation efficaces pour lutter contre cette menace.

---

<sup>(13)</sup> [2021\\_Anti\\_Counterfeiting\\_Technology\\_Guide\\_en.pdf \(europa.eu, EUIPO, février 2021\)](#) (Guide technologique de la lutte contre la contrefaçon)

---

Renforcer la collaboration mondiale entre toutes les parties prenantes, tant publiques que privées, revêt une pertinence essentielle dans cet effort. La criminalité en matière de PI devrait une nouvelle fois devenir une priorité européenne dans le cadre de la lutte contre la criminalité internationale.

De même, les efforts consentis au niveau international devraient également continuer d'améliorer la protection et l'application des droits de PI dans les pays tiers, notamment en Chine, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et en Afrique, dans le cadre des programmes de coopération dont l'EUIPO est l'agence d'exécution, en s'attaquant ainsi au problème des contrefaçons à leur source potentielle.

## RISQUES ET DOMMAGES CAUSÉS PAR LES ATTEINTES AUX DPI EN EUROPE